



Communiqué de presse

48/23

Montreuil, le 25 mai 2023.

La CGT estime que des zones d'ombres planent à nouveau sur le comportement d'ORPEA

Après le scandale retentissant sur les odieuses pratiques d'ORPEA, la CGT a voulu croire au retour à la normalisation des relations sociales et au comportement du groupe, nous ne sommes pas surpris du contraire.

Depuis des mois, le versement des salaires subit des graves retards mettant les salariés dans des situations extrêmement difficiles. Les salaires sont versés pour certaines personnes avec deux mois de retard et lorsqu'ils sont enfin versés, ces derniers sont partiels ou ne correspondant pas aux sommes légitimes et dues.

Pour les salariés, cette situation est intenable et engendre de nombreuses conséquences telles que des frais bancaires, des prêts et des loyers impayés quand ce ne sont pas les dépenses pour les enfants qui ne sont pas sacrifiées.

Qui peut vivre aujourd'hui sans son salaire, encore moins les familles monoparentales avec enfants, parfois à travail partiel.

La faute, d'après la direction, serait un nouveau logiciel dysfonctionnel, mais qu'attendons-nous donc pour réparer cet outil et pour répondre à l'urgence des salariés.

Les dirigeants d'ORPEA ne peuvent prioritairement se consacrer à la gestion du groupe et négliger les questions sociales et de ressources humaines comme cela était le cas auparavant.

La CGT, première organisation syndicale du groupe, exige urgemment que les salaires complets soient versés en temps et heure, ainsi que tous les retards encore existants, cela doit devenir la première préoccupation d'ORPEA.

La CGT constate également que le scandale du groupe n'en finit pas et de nouvelles révélations mettent en lumière des pratiques financières au Comité Social et Économique qui interrogent fortement. Des expertises menées révèlent que des sommes considérables auraient été utilisées par des élus dans le précédent CSE pour des frais non justifiés.

Pour la CGT qui a gagné aux dernières élections la confiance de la majorité des salariés, les nouvelles alliances syndicales tentent de masquer ces agissements avec un accompagnement à peine masqué de la nouvelle direction.

Ce nouveau versant du scandale ORPEA nécessite d'être versé au reste du dossier ORPEA, afin que les agissements coupables, ainsi que ceux qui les ont validés ou tentent de les masquer, fassent l'objet d'examen approfondis, voire plus. La CGT ne restera pas sans les éclaircissements qui sont dus aux travailleuses et travailleurs du groupe, car ce sont encore une fois eux qui sont spoliés.